

N° 5162⁸

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA FAMILLE,
DE LA SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE**

(29.4.2004)

La Commission se compose de: M. Jean-Marie HALSDORF, Président; Mme Marie-Josée FRANK, Rapportrice; MM. Xavier BETTEL, Emile CALMES, Mars DI BARTOLOMEO, Aly JAERLING, Lucien LUX, Paul-Henri MEYERS, Mmes Ferny NICKLAUS-FABER, Maggy NAGEL et Dagmar REUTER, Membres.

*

PROCEDURE LEGISLATIVE

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 20 mai 2003 par Madame la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. Le texte était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

Le projet a été avisé par:

- la Chambre des Métiers en date du 16 septembre 2003,
- la Chambre des Employés privés en date du 22 octobre 2003,
- la Chambre du Travail en date du 12 décembre 2003,
- la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics en date du 4 mars 2004.

Le Conseil d'Etat a émis un premier avis le 16 mars 2004.

Le projet de loi sous examen a été présenté par Madame la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse aux membres de la Commission parlementaire lors de sa réunion du 15 octobre 2003. Lors de cette même réunion, Madame Marie-Josée Frank a été nommée rapportrice du projet de loi sous rubrique.

Le 22 mars 2004, la Commission s'est réunie pour examiner le projet de loi à la lumière de l'avis du Conseil d'Etat. Elle a également adopté lors de cette réunion une série d'amendements qui furent transmis au Conseil d'Etat le 31 mars 2004. Ce dernier rendit son avis complémentaire le 20 avril 2004, avis qui fut examiné par la Commission lors de sa réunion du 26 avril 2004.

Le présent rapport a été adopté au cours d'une réunion de la Commission qui s'est tenue le 29 avril 2004.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Objet du projet de loi

Le projet sous rubrique a pour objet d'une part, d'adapter le cadre législatif relatif aux centres socio-éducatifs de l'Etat au mouvement de réforme au sein de ces structures et aux défis que représente de nos jours la prise en charge de jeunes au comportement de plus en plus déstructuré, et d'autre part, d'instaurer au sein des centres socio-éducatifs de l'Etat une unité de sécurité. La loi du 12 juillet 1991 portant organisation des centres socio-éducatifs de l'Etat est abrogée.

Evolution des centres socio-éducatifs

L'évolution du traitement des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure de placement par les autorités judiciaires a subi des changements fondamentaux au cours des dernières décennies. Cette évolution se caractérise par un déplacement progressif des interventions de la répression et de la sanction vers l'éducation et la rééducation, voire la réinsertion dans le milieu social.

La loi du 12 juillet 1991 portant organisation des centres socio-éducatifs de l'Etat est venue parachever le mouvement général de dépenalisation du comportement perturbateur de mineurs en mal d'insertion sociale, professionnelle et culturelle. Elle a rapproché les centres socio-éducatifs, qui furent créés au lendemain de la seconde guerre mondiale en remplacement de la maison d'éducation du Stadtgrund, des centres d'accueil pour enfants et jeunes tout en maintenant leur mission et leur infrastructure propre. Ainsi, à côté de leurs missions spécifiques de préservation et de garde, la loi de 1991 a surtout mis en évidence les nouvelles missions socio-éducatives, les fonctions d'assistance psychosociale et les tâches de formation scolaire et professionnelle des institutions de Dreiborn et de Schrassig. Les dimensions éducative, psychosociale et sociofamiliale de la prise en charge des jeunes étant apparentées à celles des centres d'accueil et des autres services psychosociaux relevant du Ministère de la Famille, il a été également décidé que les centres socio-éducatifs devaient être administrés sous la compétence du Ministère de la Famille, du Ministère de l'Education nationale et des autorités judiciaires. La nouvelle orientation des missions et tâches des centres socio-éducatifs a également eu pour conséquence une adaptation du profil du personnel. Les agents de la carrière de gardien, qui constituaient à un moment donné la presque exclusivité du personnel des centres socio-éducatifs, ont fait place à des effectifs disposant des qualifications pédagogiques et thérapeutiques appropriées.

Plusieurs textes réglementaires sont venus parfaire le cadre juridique que le législateur a mis en place par le biais de la loi de 1991. Il s'agit, entre autres, du règlement grand-ducal du 29 juin 1992 déterminant les conditions d'admission, de nomination et de promotion des cadres des différentes carrières autres que paramédicales des centres socio-éducatifs de l'Etat ou du règlement grand-ducal du 3 septembre 1995 instituant un institut d'enseignement socio-éducatif auprès des centres socio-éducatifs de l'Etat.

Au niveau infrastructurel, plusieurs grands projets ayant chacun pour objet d'améliorer la prise en charge des enfants et jeunes concernés ont été réalisés tels que la mise en sécurité des bâtiments ou encore l'aménagement d'une salle de conférence dans l'ancienne chapelle de Dreiborn. Plusieurs initiatives ont été menées depuis 1991, afin de mieux fédérer les deux centres de Dreiborn et de Schrassig et ce dans l'intérêt des pensionnaires par le biais notamment de services communs comme p.ex. la création d'un service psychosocial, le regroupement et la réorientation des écoles internes en 1995, la mise en place d'une direction et administration commune en 1998 ou encore l'aménagement d'une cuisine commune en 2002.

Si les auteurs du projet de loi sous examen proposent en premier lieu d'adapter le cadre législatif des centres socio-éducatifs de l'Etat en spécifiant notamment les différents services qui les composent et en deuxième lieu de créer une unité de sécurité, c'est, entre autres, parce que la population des pensionnaires des centres a changé de manière significative au cours des dernières années.

Il y a encore une quinzaine d'années, le pensionnaire-type des centres socio-éducatifs de l'Etat était un jeune de nationalité luxembourgeoise ayant adopté un comportement violent ou délinquant suite aux difficultés sociales et/ou financières (chômage, surendettement, exclusion sociale) de ses parents. De nos jours, un nombre sans cesse grandissant de pensionnaires est originaire de familles bien intégrées dans la vie sociale, professionnelle et culturelle du pays. Les jeunes qui sont actuellement placés dans des centres socio-éducatifs souffrent surtout de problèmes psychiques et relationnels. Beaucoup d'entre

eux accusent des comportements gravement déstructurés. La toxicomanie est également un problème que l'on rencontre de plus en plus souvent chez les jeunes placés à Dreiborn ou Schrassig, de même que la délinquance. A noter que parallèlement à l'augmentation du nombre de mineurs délinquants, l'âge moyen auquel les mineurs passent à l'acte ne cesse de diminuer depuis plusieurs années. Les infractions commises par des mineurs sont également de plus en plus graves d'après les auteurs du projet de loi.

A noter encore que, si le nombre d'admissions a augmenté ces dernières années, la durée moyenne de séjour a diminué. Cette évolution reste liée au fait que les centres socio-éducatifs de l'Etat sont, à l'exception du Centre pénitentiaire de Schrassig, les seuls établissements à accueillir de manière inconditionnelle des mineurs placés par les autorités judiciaires. La plupart des autres structures insistent sur la nécessité de préparer les admissions sur une plus longue durée. Cette obligation d'admission imposée aux centres socio-éducatifs explique par ailleurs le caractère très hétérogène de ses pensionnaires.

Il est dès lors nécessaire d'apporter des modifications au texte de 1991 afin de disposer d'un outil juridique permettant aux centres socio-éducatifs de l'Etat de mieux remplir leurs missions en misant encore davantage sur la qualité de l'accueil des jeunes concernés, sur la transmission de repères et la valorisation des pensionnaires en vue de la réinsertion du jeune dans sa famille et dans la société.

La modification projetée de loin la plus essentielle consiste en l'institution d'une unité de sécurité au niveau du centre socio-éducatif de Dreiborn.

Création d'une unité de sécurité

En 1992, un groupe de travail interministériel se constitua sous l'impulsion du Ministre de la Famille de l'époque, Monsieur Fernand Boden, aux fins d'analyser le problème du placement de mineurs en section de sécurité, d'examiner les solutions à envisager et de proposer un programme approprié. Dans son rapport du 18 novembre 1992, le groupe proposa l'institution d'une unité de sécurité à Dreiborn dans le cadre des centres socio-éducatifs de l'Etat.

Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) insista dans son rapport relatif à la visite effectuée au Luxembourg en 1997 pour qu'une très haute priorité soit accordée à la création à Dreiborn d'une unité spéciale destinée aux jeunes détenus. Deux ans plus tard, en 1999, ce même Comité demandera à ce qu'il soit mis un terme à la pratique qui consiste à placer de jeunes détenus, y compris des mineurs, dans un établissement pénitentiaire pour adultes.

Le Gouvernement, après avoir retenu en 1994 qu'il faudrait améliorer le travail éducatif et les infrastructures dans les centres socio-éducatifs de l'Etat, a arrêté dans sa déclaration du 12 août 1999 qu'une unité de sécurité pour mineurs serait construite dans le cadre des centres socio-éducatifs.

A noter encore dans ce contexte que la Chambre des Députés a voté le 11 mai 2000 une motion invitant le gouvernement „à prendre toutes les mesures nécessaires pour que la construction d'une unité de sécurité pour mineurs auprès du CSEE Dreiborn soit achevée avant la fin 2001 (...)“.

Comme toute question délicate, la création d'une unité de sécurité pour mineurs suscite de nombreuses controverses. Les adversaires à une telle création soulignent le risque de voir ces institutions se transformer en „dépotoirs“ réservés aux jeunes qualifiés d'„irrécupérables“. Beaucoup de pédagogues font aussi valoir que le placement dans une unité fermée est de nature à démotiver le jeune concerné et à le stigmatiser. Un tel placement compromettrait à leurs yeux toute démarche thérapeutique ou éducative.

Or, tout le monde s'accorde pour dire que les structures socio-éducatives traditionnelles sont inadaptées à „saisir“ certaines catégories de jeunes, à les „retenir“ et à les aider à s'insérer ou se réinsérer à l'école, dans leur famille ou dans la société. Ces jeunes ont besoin d'un encadrement spécifique qui va bien au-delà de l'aide et de l'encadrement classiques.

La création de structures spécifiques de type „unités fermées“ s'impose dès lors. La suppression, en Allemagne, des unités fermées dans le cadre des homes et foyers n'a fait qu'augmenter le nombre de placements dans les sections fermées des hôpitaux psychiatriques, des maisons d'arrêt et des prisons pour jeunes. Or, si certains jeunes sont gravement déstructurés sur les plans social et psychique, nécessitant partant une prise en charge particulière, il n'est pas pour autant utile, voire opportun de les placer dans des établissements psychiatriques ou des maisons d'arrêt. Ces jeunes ont besoin de structures adaptées à leur profil. Il est évident que ni les hôpitaux, ni les maisons d'arrêt ne sauraient dans l'immense majorité des cas remplir cette mission.

Implantation de l'unité de sécurité dans les centres socio-éducatifs de l'Etat

Les auteurs du projet de loi ont choisi d'intégrer cette nouvelle structure au sein du centre socio-éducatif de Dreiborn.

Cette structure est appelée à accueillir: des mineurs placés par les autorités judiciaires compétentes; des mineurs dont la personnalité est gravement déstructurée; des mineurs dont le comportement représente des risques immédiats pour eux, pour leur entourage ou pour la société; des mineurs qui en tant que pensionnaires des centres socio-éducatifs de l'Etat ont manqué gravement et de manière répétitive aux règlements d'ordre interne; des mineurs qui sont accusés d'avoir commis des crimes ou qui en ont commis; des mineurs qui en régime ouvert courent des risques de sécurité ou encore des mineurs ayant de graves problèmes de toxicomanie et/ou d'alcoolisme.

D'autres solutions, telles que l'institution d'une structure autonome ou encore l'intégration de celle-ci au Centre Pénitentiaire de Luxembourg, étaient envisageables.

Dans son avis du 16 mars 2004, le Conseil d'Etat, tout en approuvant l'institution d'un centre fermé pour certains jeunes délinquants, défend par exemple la mise en place d'une structure indépendante des centres socio-éducatifs.

Or, plusieurs arguments plaident pour la solution finalement retenue par les auteurs du projet de loi. Il est évident au regard de ses objectifs, sur lesquels le rapport reviendra, que l'unité doit être intégrée au sein des centres socio-éducatifs. Pour certains jeunes la nouvelle unité constituera éventuellement une première étape dans le processus de réintégration sociale; il est dès lors indispensable de garantir à ceux-ci des conditions de transfert optimales vers des unités à régime plus ouvert. De telles conditions peuvent être plus facilement assurées si l'unité de sécurité fait partie d'une institution socio-éducative existante. L'unité de sécurité n'est finalement qu'un élément qui s'intègre dans un ensemble de dispositifs diversifiés qui poursuivent tous les mêmes objectifs. L'unité fermée pourra aussi bénéficier des expériences et innovations en matière de réforme pédagogique et thérapeutique qui caractérisent les centres socio-éducatifs.

Finalement, les objectifs, la formation et le recrutement du personnel du Centre Pénitentiaire de Luxembourg cadrent mal avec l'orientation envisagée pour la nouvelle unité, ce qui plaide contre une intégration de cette dernière au niveau du Centre Pénitentiaire de Luxembourg.

A noter encore que l'implantation de l'unité de sécurité dans le cadre du centre socio-éducatif de Dreiborn rencontre finalement l'adhésion du CPT, qui dans son rapport de 1997 susmentionné „(...) se félicite de la décision (...) de construire une unité spéciale destinée aux jeunes détenus à Dreiborn.“, et que la Commission spéciale Jeunesse en détresse dans son rapport relatif à l'actuel système d'aide et de protection de la jeunesse au Luxembourg daté du 27 octobre 2003 „salue l'initiative du gouvernement qui consiste à créer une telle unité au sein du centre socio-éducatif de l'Etat de Dreiborn.“.

Objectifs de l'unité

L'unité de sécurité projetée poursuit plusieurs objectifs importants.

Elle a en premier lieu une *mission de surveillance, de préservation et de garde*. L'unité de sécurité doit en effet protéger tant ses pensionnaires que leur entourage ou encore la société. Le fait que l'unité soit fermée permettra d'encadrer les jeunes concernés, les empêchant de fuguer ou les mettant à l'abri de la tentation de la drogue ou encore de l'alcool.

L'unité de sécurité aura également comme vocation *d'initier le processus de restructuration psychique des jeunes*. L'unité de sécurité constitue un lieu dont la diversité et la rigidité des limites et des normes permettent de structurer au maximum l'espace, le temps, le comportement individuel ou encore la vie collective permettant aux jeunes d'acquérir ou de réacquérir des repères nécessaires. La faculté d'adaptation à la vie à l'intérieur de l'unité de sécurité orientée en fonction de règles bien précises, constitue le préalable psychique indispensable à toute intégration progressive, d'abord à des milieux plus ouverts et finalement à la société.

L'unité de sécurité doit favoriser ensuite la *réinsertion sociale des jeunes*. Le séjour dans une telle unité ne constitue qu'une première étape dans une longue démarche de réinsertion, ce qui explique d'ailleurs le choix des auteurs du projet de loi d'intégrer la nouvelle unité au sein du centre socio-éducatif de Dreiborn.

Une place de choix reviendra à la formation et à l'insertion professionnelle. L'un des défis de l'unité de sécurité sera de faire comprendre aux jeunes pensionnaires l'importance du respect de normes sociales fondamentales telles que la ponctualité, la discipline de travail ou encore l'acceptation de rapports hiérarchiques sans lesquelles toute chance d'insertion et de réinsertion est compromise.

L'unité de sécurité favorisera aussi l'autonomie des jeunes au niveau de la vie quotidienne. Ils doivent apprendre à préparer leurs repas, à gérer leurs biens et finances ou encore à entretenir leurs vêtements et logement.

Une insertion ou réinsertion sociale passe bien évidemment par la collaboration du jeune qu'il s'agit de motiver et de son entourage familial qui doit impérativement être associé.

L'unité de sécurité aura également pour mission de *valoriser le jeune*. En effet, beaucoup de jeunes véhiculent des images très négatives d'eux-mêmes. Il s'agit de leur redonner confiance en soi. Dans ce contexte, il est primordial que le placement ne soit pas vécu comme une punition, comme un stigmate social.

Capacité d'accueil de l'unité de sécurité et infrastructures

Le projet sous rubrique prévoit la mise en place d'une unité de sécurité qui pourra au plus accueillir 12 pensionnaires. Une des raisons avancées par les auteurs du projet de loi pour justifier ce nombre est d'éviter un recours trop systématique à ce genre de structure pour placer des jeunes „difficiles“. Ce chiffre répond également aux besoins effectifs tels qu'évalués à partir du nombre de mineurs admis au Centre Pénitentiaire de Luxembourg ces dernières années.

Dans ce contexte, les auteurs du projet de loi soulignent que le Gouvernement examinera la possibilité de conclure des conventions avec des centres pénitentiaires pour mineurs et des centres fermés pour jeunes délinquants atteints de problèmes psychiatriques étrangers au cas où des mineurs placés par des magistrats luxembourgeois ne pourraient pas être admis au sein de l'unité de sécurité. Le Gouvernement envisage également d'instituer au Luxembourg une structure fermée pour jeunes atteints de problèmes psychiatriques et/ou de toxicomanie.

L'unité de sécurité proprement dite comporte 4 sections compartimentées comprenant chacune 3 chambres, une aire de séjour et un bloc sanitaire. S'ajoutent les locaux communs aux unités telles qu'une salle polyvalente où pourront être pris les repas, 2 salles de classes et deux ateliers polyvalents ou encore une salle de jeux et de sports. A noter que la réalisation de plusieurs unités de petite taille permettra un encadrement individualisé des jeunes concernés.

Plusieurs mesures de sécurité seront prises telles que la construction d'un mur d'enceinte ou encore l'installation d'un poste central de surveillance situé hors de l'enceinte de l'unité de sécurité à proximité de l'entrée du site. Il est également prévu de réaménager les ateliers situés actuellement sur le site de la future unité de sécurité et de déplacer partiellement la route reliant Dreibern à Niederdonven (tronçon CR 416).

Dotation en personnel

Les auteurs du projet de loi considèrent que la future unité de sécurité nécessitera un personnel de 23 personnes dont 10 éducateurs. Il est prévu de renforcer le service psychosocial, l'école (IES) et le service technique et d'économie domestique, qui sont des services communs aux centres socio-éducatifs afin de répondre au besoin en personnel résultant de la création de l'unité de sécurité.

Avis du Conseil d'Etat et travaux parlementaires

Le projet de loi a donné lieu à un certain nombre de remarques et d'interrogations de la part du Conseil d'Etat. Il est renvoyé pour les détails tant aux avis de la Haute Corporation qu'au commentaire des articles.

Il a également été donné lieu à une série d'amendements parlementaires. Il est également renvoyé pour les détails au commentaire des articles.

Commentaire des articles

Remarque préliminaire:

Les centres socio-éducatifs de l'Etat sont répartis en plusieurs unités séparées géographiquement, mais qui ont un mode de fonctionnement similaire et un statut commun. La Commission propose de remplacer par voie d'amendement la notion de „centres socio-éducatifs de l'Etat“ (au pluriel) par celle de „centre socio-éducatif de l'Etat“ (au singulier).

Il est procédé aux adaptations découlant de cette modification tant au niveau de l'*intitulé* qui doit se lire dorénavant „*Projet de loi portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat*“ qu'à travers le texte du projet de loi.

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observation à formuler à ce propos.

Article 1er (ancien article 1er)

Cet article décrit le champ d'application du centre socio-éducatif de l'Etat.

Le Conseil d'Etat propose dans son avis du 16 mars 2004 de reprendre sous cet article des éléments de l'article 8 (projet initial) afin de préciser que le centre socio-éducatif de l'Etat accueille exclusivement les mineurs placés en application de la loi sur la protection de la jeunesse. Comme cette dernière prévoit une extension possible jusqu'à l'âge de 21 ans, le Conseil d'Etat estime qu'il conviendrait de le préciser également dans le texte sous rubrique.

Or, il arrive que des enfants placés demandent à rester plus longtemps que prévu dans un centre ou d'en faire bénéficier l'un de leurs frères ou sœurs. Afin de donner suite à ces demandes et de permettre également aux jeunes qui poursuivent des études de rester dans un centre au-delà de l'âge de 21 ans, il est proposé de maintenir l'orientation actuelle du texte.

Le Conseil d'Etat ne formule aucune objection quant à ce point.

A noter que le Conseil d'Etat n'est pas en faveur de l'utilisation de l'abréviation „CSEE“ pour désigner le centre socio-éducatif de l'Etat.

Article 2 (ancien article 1er)

Cet article reprend les missions du centre socio-éducatif de l'Etat.

Le Conseil d'Etat propose de citer les missions dans un article 2 séparé. Il se prononce également pour le maintien du texte en vigueur, plus spécifiquement pour le texte de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1991, alors qu'il estime que le texte initial précise trop les missions dévolues au centre avec le risque qu'une telle énumération ne limite à l'avenir les possibilités d'adaptation du centre.

Dans la mesure où le texte initial reprend certaines missions qui ne figurent pas dans la loi de 1991, telle que par exemple la mission d'assistance thérapeutique qui est reconnue en tant que mission à part entière, il a d'abord été proposé de garder le texte tel qu'il figure dans la version initiale, quitte à ajouter par voie d'amendement le terme de „notamment“ à la première phrase de l'article 2, afin de s'assurer que les missions du centre ne puissent être interprétées de manière limitative.

Le Conseil d'Etat s'étant opposé formellement à cet ajout, la Commission se rallie finalement à la dernière suggestion de texte faite par la Haute Corporation.

Article 3 (ancien article 2)

Cet article énumère les différents services et unités au sein du centre socio-éducatif de l'Etat.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer, parmi les unités du centre, les logements externes encadrés (3e tiret) et l'unité de formation socio-pédagogique (6e tiret).

Or, il est indispensable de maintenir les logements externes encadrés qui ont vocation à accueillir les anciens pensionnaires de Dreiborn et de Schrassig et de leur assurer un encadrement après que leur placement proprement dit ait pris fin. Il ne faut pas oublier que certains jeunes n'ont connu pendant une bonne partie de leur enfance et adolescence que la vie dans un centre. Il est important de leur permettre de continuer à bénéficier de services après le placement, services qui doivent continuer à être inclus dans les unités du centre. Quant à l'INAP, il n'est pas sûr qu'il soit outillé pour assurer la formation socio-pédagogique très spécifique que nécessite le personnel du centre, de sorte qu'il y a lieu de continuer à énumérer parmi les unités du centre la formation socio-pédagogique.

La Commission décide de ne pas suivre le raisonnement du Conseil d'Etat et maintient les deux tirets litigieux.

La Conseil d'Etat propose encore de compléter l'alinéa 6 de cet article par la disposition figurant à l'alinéa 3 de l'article 12 du projet de loi (version initiale) qui énumère les classes fonctionnant au sein de l'Institut d'enseignement socio-éducatif.

La Commission fait sienne cette suggestion du Conseil d'Etat.

Article 4 (ancien article 3)

Cet article précise les compétences des différents ministères et des autorités judiciaires.

Le Conseil d'Etat plaide pour le maintien du libellé de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1991.

La Commission quant à elle décide de maintenir le texte dans sa version initiale.

Articles 5 et 6 (anciens articles 4 et 5)

Ces articles définissent la composition, les compétences et le fonctionnement d'une commission de surveillance et de coordination. Le texte initial parlait de commission d'administration et de surveillance.

Dans son avis du 16 mars 2004, le Conseil d'Etat critique fermement l'instauration d'une commission d'administration et de surveillance „aux pouvoirs exorbitants“, considérée comme inconciliable avec les principes régissant l'organisation administrative de l'Etat. Il rappelle que toute administration de l'Etat est placée sous l'autorité directe du ministre du ressort et ne supporte partant pas d'instance décisionnelle intermédiaire. Le Conseil d'Etat exige que la commission prévue soit transformée en une commission consultative sous peine d'opposition formelle.

Vu le caractère sensible du centre socio-éducatif de l'Etat et l'évaluation très positive des travaux de la commission de surveillance et de coordination depuis 1991, la Commission décide de maintenir les articles 5 et 6 de la loi du 12 juillet 1991 tout en remplaçant la référence au procureur général d'Etat par celle au ministre de la Justice, puisqu'il est plus logique que ce soit le ministre ayant la justice dans ses attributions qui désigne le membre de cette commission.

La proposition de la Commission rejoignant celle du Conseil d'Etat, ce dernier n'a pas d'observation particulière à formuler à l'égard de ce changement.

Article 7 (ancien article 7)

A noter dans ce contexte que l'article 6 du texte initial qui prévoyait l'institution d'un comité consultatif de cogestion a été supprimé suite aux critiques du Conseil d'Etat qui doute du bien-fondé de cette mesure. La Commission encourage cependant le gouvernement à prendre néanmoins des mesures allant dans le sens de la disposition de cet article qui lui semble utile.

Concernant l'article 7 du texte sous rubrique, celui-ci a trait à la direction du centre, à ses attributions et aux autres postes à responsabilité.

Le Conseil d'Etat propose de créer un poste de directeur dont le mandat ne serait pas limité dans le temps. Il propose également de supprimer les missions du directeur au niveau de cet article.

Compte tenu de l'expérience des années passées, les auteurs du projet de loi ont opté pour une mission de chargé de direction qui serait confiée à un fonctionnaire du centre socio-éducatif de l'Etat pour un mandat de 7 ans. Elle propose de maintenir cette orientation.

La Commission a décidé dans un premier temps de maintenir le texte dans sa version initiale tout en supprimant, comme le suggère le Conseil d'Etat, les missions du chargé de direction, la disposition figurant à la fin de cet article, ainsi que le dernier alinéa de l'article 7 qui renseigne sur la taille des communautés de vie et sur leur structure et qui n'a aucune relation avec les autres alinéas de l'article.

Si le Conseil d'Etat marque son accord avec ces suppressions, il maintient son opposition formelle à l'encontre de la disposition qui prévoit que le ministre compétent puisse seulement désigner le chargé de direction, son adjoint ainsi que les responsables d'unités après avoir obtenu l'avis de la Commission de surveillance et de coordination, une telle disposition étant inconciliable avec les principes régissant l'organisation administrative de l'Etat.

La Commission décide de supprimer la condition de l'avis préalable de la Commission de surveillance et de coordination afin de tenir compte de l'opposition du Conseil d'Etat.

Article 8

Le Conseil d'Etat propose de supprimer cet article, puisqu'il avait suggéré de reprendre à l'article 1er des éléments de l'article sous référence.

La Commission ayant décidé de reprendre à l'article 1er les deux premiers alinéas de l'article 8 du projet de loi, il est clair que ces alinéas n'ont plus lieu de figurer à l'article 8, et sont partant à supprimer.

La Commission décide cependant de maintenir le dernier alinéa de l'article 8 tout en le modifiant. Cet alinéa dispose que le service psycho-social tout comme l'institut d'enseignement socio-éducatif peuvent accueillir d'autres mineurs ou jeunes adultes en détresse. Or, à l'heure actuelle des jeunes en difficulté profitent régulièrement de cette proposition. Il ne serait dès lors pas opportun de supprimer cette possibilité, alors que ces jeunes ne peuvent être aidés par d'autres intervenants dans le domaine de l'éducation et du suivi psychosocial.

Dans son avis complémentaire du 20 avril 2004, le Conseil d'Etat marque son accord avec cette disposition tout en proposant de l'inclure au sein de l'article 1er.

Articles 9 et 10 (anciens articles 11 et 10)

A noter dès l'ingrès que les articles 10 et 11 du texte initial ont été inversés suite à une proposition du Conseil d'Etat.

En effet, comme les mesures de discipline ne concernent pas l'unité de sécurité, le Conseil d'Etat propose de faire passer cet article (article 9, anciennement 11) avant ceux relatifs à l'unité de sécurité (article 10).

Le Conseil d'Etat propose que les mesures disciplinaires prises soient immédiatement signalées au procureur d'Etat auprès du tribunal de la jeunesse ayant décidé du placement du jeune en question.

Dans la mesure où d'après l'actuel règlement d'application, d'autres instances sont à informer, la Commission suggère de maintenir le texte initial du projet de loi et d'apporter toutes précisions par règlement grand-ducal.

La Commission décide toutefois d'ajouter à la fin du 2e alinéa du texte initial les termes suivants „mandatés formellement à cette fin par le chargé de direction sur avis préalable de la commission de surveillance et de coordination et désignés parmi l'adjoint au chargé de direction et les responsables d'unité.“. Ce texte figure déjà à l'article 10 du projet de loi, mais comme le présent article et l'article 10 ont été inversés, il y a lieu de le mentionner également au niveau du présent article.

Concernant l'article 10 qui a trait au régime de sécurité du centre, le Conseil d'Etat propose de supprimer sans explication le deuxième alinéa, qui stipule que des mesures de sécurité ne peuvent être appliquées que sur ordre formel d'un membre de la direction.

La Commission ne voyant pas pourquoi il y aurait lieu de supprimer cette précision décide de maintenir le texte initial. Elle juge au contraire qu'il est indispensable de définir dans la loi-même les instances mandatées pour décider des mesures de sécurité et de réserver cette fonction à des personnes assumant des responsabilités au sein du Centre.

La Commission décide que l'alinéa 2 de cet article doit être rédigé de manière similaire à l'alinéa 2 de l'article précédent et propose partant de le modifier légèrement en conséquence.

Pour le Conseil d'Etat, il est inadmissible de priver de sa responsabilité le chargé de direction en cas d'absence d'avis ou de refus d'approbation de la part de la commission de surveillance et de coordination. Il insiste dans son avis complémentaire sur une formulation qui tienne compte de ces considérations et propose un nouveau libellé des alinéas 2 des articles sous examen, libellés acceptés par la Commission qui se rallie à la position du Conseil d'Etat.

Article 11 (ancien article 9)

Le Conseil d'Etat marque son désaccord par rapport à l'alinéa 2 de cet article. Cet alinéa prévoit de limiter à 12 le nombre des pensionnaires placés dans l'unité de sécurité.

La Commission ne suit pas le raisonnement de la Haute Corporation et maintient le texte dans sa version initiale.

Article 12

Cet article évoque les caractéristiques principales de l'école interne du centre socio-éducatif de l'Etat.

Le Conseil d'Etat propose que les décisions relatives au droit à l'enseignement et à la formation des pensionnaires soient du ressort du directeur et non pas de la commission.

La Commission se rallie au principe de cette proposition. Elle décide d'adapter dans un premier temps le texte tel que proposé par le Conseil d'Etat dans la mesure où elle a maintenu sa proposition d'un chargé de direction à la tête du centre socio-éducatif de l'Etat et non pas un directeur comme proposé par le Conseil d'Etat.

Le dernier alinéa de l'article 12 dans sa version initiale a été supprimé, puisqu'il a été inséré à l'article 3.

Le Conseil d'Etat insistant sur la responsabilité du chargé de direction et maintenant son opposition formelle, la Commission décide de se rallier à la position du Conseil d'Etat.

Article 13

Cet article ne donne lieu à aucune observation particulière.

Article 14 (ancien article 15)

L'article 14 dans sa version initiale a été supprimé suite à une suggestion du Conseil d'Etat qui considère cet article comme superfétatoire. Il disposait que le chargé de direction devait régulièrement informer les autorités judiciaires de l'évolution des pensionnaires et proposer les mesures qu'il juge indiquées.

Concernant l'article 14 dans sa teneur actuelle, il échet de noter que le Conseil d'Etat indique que les fonctions reprises sous le point 4) doivent correspondre à celles reprises dans une annexe de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Il ajoute qu'il y a lieu de supprimer les termes „d'enseignement primaire“ à la fin de l'énumération et qu'il convient de faire abstraction de l'alinéa 4 de l'article.

La Commission fait siennes les suggestions du Conseil d'Etat.

Article 15 (ancien article 16)

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il convient de mettre la disposition de cet article en concordance avec une disposition analogue prévue dans le cadre de la loi portant création des Maisons d'enfants de l'Etat. Il propose un nouveau libellé de l'article.

La Commission adopte à l'unanimité le libellé proposé.

Article 16 (ancien article 18)

L'article 17 initial a été supprimé, car superfétatoire.

Concernant l'article 16 sous examen, le Conseil d'Etat propose un nouveau libellé de la phrase finale de l'article afin d'éviter des redites.

La Commission marque son accord.

Article 17 (ancien article 19)

Le Conseil d'Etat considère qu'il y a lieu de faire abstraction d'un renvoi aux modalités des nominations du chargé de direction, de son adjoint et des responsables d'unité.

La Commission décide, à l'unanimité, de reprendre le libellé proposé par le Conseil d'Etat.

Article 18 (ancien article 20)

Cet article ne soulève aucune difficulté.

Article 19 (ancien article 22)

A noter qu'en ce qui concerne l'ancien article 21, le Conseil d'Etat s'étant opposé formellement à l'adoption de cet article considéré comme contraire à l'article 36 de la Constitution, la Commission décide de le supprimer.

Concernant l'article 19 sous rubrique: Le Conseil d'Etat fait valoir que le programme et les modalités de l'examen de qualification sont à fixer par règlement grand-ducal.

La Commission décide d'adopter le libellé de l'article proposé par le Conseil d'Etat.

Article 20 (ancien article 23)

Cet article ne donne lieu à aucune observation particulière.

Article 21 (ancien article 24)

Cet article règle le sort des règlements grand-ducaux pris en application de la loi du 12 juillet 1991.

Le Conseil d'Etat estime que la disposition de cet article, qui dans sa version initiale disposait que les règlements énumérés restaient en vigueur, ne répond pas aux règles de la hiérarchie des normes juridiques et ne respecte pas le parallélisme des formes. Il s'oppose formellement à ce que les règlements d'application actuels restent en vigueur jusqu'à ce qu'il en soit disposé autrement et exige que l'article soit supprimé.

La Commission constatant que le Conseil d'Etat a toujours admis dans le passé la formule que les règlements grand-ducaux pris sur la base d'une ancienne loi abrogée doivent dans la nouvelle loi obtenir une nouvelle base légale si ces règlements doivent continuer à être appliqués, constatant également que dans le cadre du projet de loi sous rubrique, ceci ne semble plus être le cas, elle a proposé dans un premier temps de réécrire l'article en question, mais en conservant le principe que ces règlements puissent être maintenus. En effet, pour la Commission, les règlements, sauf les règlements ministériels qui sont contraires à l'article 36 de la Constitution, peuvent rester en vigueur.

Face à l'opposition formelle du Conseil d'Etat, la Commission décide de se rallier à la suggestion de la Haute Corporation et reprend son libellé.

*

Compte tenu des considérations qui précèdent, la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse recommande à la Chambre des Députés de voter le projet de loi dans la teneur suivante:

*

PROJET DE LOI

portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat

Art. 1er.– Le centre socio-éducatif de l'Etat, désigné dans la présente loi par le terme de „centre“, est obligé d'accueillir les mineurs qui lui sont confiés par décision des autorités judiciaires, soit d'après les dispositions de la loi relative à la protection de la jeunesse, soit d'après toutes autres dispositions légales.

Il peut également accueillir d'autres pensionnaires.

Sur demande de l'intéressé, l'action du centre peut être continuée au-delà des limites d'âge prévues par la loi relative à la protection de la jeunesse.

Art. 2.– Par rapport à ses pensionnaires, le Centre, dans le respect des dispositions des conventions internationales pertinentes en la matière, est chargé des missions suivantes:

- 1) une mission d'accueil socio-éducatif;
- 2) une mission d'assistance thérapeutique;
- 3) une mission d'enseignement socio-éducatif;
- 4) une mission de préservation et de garde.

Art. 3.– Le centre comprend les unités suivantes:

- les internats socio-éducatifs de Dreibern et de Schrassig
- l'unité de sécurité de Dreibern
- des logements externes encadrés
- le service psychosocial

- l’institut d’enseignement socio-éducatif
- l’unité de formation socio-pédagogique
- le service de gestion administrative, les services technique et d’économie domestique.

L’internat socio-éducatif remplit la mission d’accueil socio-éducatif.

L’unité de sécurité constitue une section fermée vers l’extérieur. Elle isole les pensionnaires y placés dans un espace limité. Les missions énumérées à l’article 2 ci-dessus sont assurées au sein de l’unité de sécurité.

Les logements externes encadrés constituent un ensemble d’habitations situées hors des internats de Dreiborn et de Schrassig. Y sont accueillis et suivis par le personnel du centre des pensionnaires plus âgés, ayant témoigné de leurs facultés d’autonomie et qui se situent en phase d’insertion socio-professionnelle.

Le service psychosocial remplit la mission d’assistance thérapeutique.

L’institut d’enseignement socio-éducatif remplit la mission d’enseignement socio-éducatif au sein du centre. Il comprend des classes axées sur le régime scolaire ordinaire dans un des autres ordres d’enseignement, des classes de promotion et des classes d’initiation professionnelle.

Au vu des missions spécifiques du centre, l’unité de formation socio-pédagogique est chargée d’organiser régulièrement des sessions de formation et de formation continue ainsi que des séances de supervision au bénéfice du personnel du centre.

Le service de gestion administrative est chargé de la coordination administrative et financière de l’ensemble des unités du centre ainsi que de la gestion des comptes individuels des pensionnaires.

Art. 4.– L’organisation générale du centre, la gestion administrative et financière, les missions d’accueil socio-éducatif et d’assistance thérapeutique, l’organisation et la coordination des différentes unités sont du ressort du ministre ayant dans ses attributions la famille, appelé dans la présente loi „ministre de la Famille“.

Les décisions à prendre dans le cadre de la loi relative à la protection de la jeunesse et notamment celles qui concernent la mission de préservation et de garde sont de la compétence du ministre ayant dans ses attributions la justice.

Les programmes de l’enseignement socio-éducatif et l’inspection pédagogique de l’institut d’enseignement socio-éducatif relèvent de la compétence du ministre ayant dans ses attributions l’éducation nationale.

Art. 5.– Il est institué une commission de surveillance et de coordination, composée de trois membres désignés respectivement par le ministre ayant dans ses attributions la Famille, par le ministre ayant dans ses attributions l’Education nationale et par le ministre ayant dans ses attributions la Justice.

La commission

- supervise les activités socio-éducatives, de guidance, d’enseignement et de formation professionnelle,
- assure la coordination entre les unités, ainsi que les relations du centre avec les départements ministériels compétents, les organes de placement et les services de guidance et d’assistance,
- donne son avis sur le projet socio-éducatif et psychothérapeutique à élaborer pour tout pensionnaire accueilli dans le centre,
- veille à l’exécution des décisions des autorités judiciaires,
- informe régulièrement les autorités judiciaires sur l’évolution des pensionnaires et propose les mesures qu’elle juge indiquées en raison de cette évolution,
- surveille l’exécution des mesures de sécurité et de discipline,
- intervient en faveur du développement du centre.

Art. 6.– La commission de surveillance et de coordination se réunit au moins une fois par trimestre, ou encore à l’initiative soit d’un de ses membres, soit du chargé de direction du centre.

La commission peut convoquer à ses réunions le chargé de direction, des membres du personnel, des pensionnaires, des parents ou autres représentants légaux des pensionnaires. Elle peut avoir recours à des experts.

Elle est présidée par le représentant du ministre de la Famille. Les travaux de secrétariat sont effectués par un fonctionnaire du ministère de la Famille.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement interne peuvent être arrêtées par règlement grand-ducal.

Art. 7.– La direction du centre est confiée à un chargé de direction qui exerce son mandat sous l'autorité du ministre de la famille.

Le chargé de direction est désigné par le ministre de la famille pour des mandats renouvelables de sept ans, parmi les fonctionnaires du centre. Il est autorisé à porter le titre de directeur.

Le chargé de direction est assisté dans sa mission par un adjoint au chargé de direction et des responsables d'unité.

L'adjoint du chargé de direction est désigné par le ministre de la famille pour des mandats renouvelables de sept ans, parmi les fonctionnaires du centre. Il est autorisé à porter le titre de directeur adjoint.

Le responsable d'unité est désigné par le ministre pour des mandats renouvelables de deux ans, parmi les fonctionnaires et employés du centre.

Art. 8.– En dehors des pensionnaires du centre, l'institut d'enseignement socio-éducatif et le service psychosocial peuvent accueillir des mineurs ou des jeunes adultes en difficultés.

Art. 9.– Le régime de discipline comprend les mesures disciplinaires suivantes:

- a) l'exclusion temporaire des activités en commun
- b) la soumission à un régime de surveillance plus étroit
- c) le transfert dans une autre unité ou section du centre, à l'exception de l'unité de sécurité
- d) la relégation temporaire en chambre individuelle
- e) l'isolement temporaire.

Ces mesures ne peuvent être appliquées par le personnel du centre que sur ordre formel du chargé de direction ou d'un de ses délégués à la discipline et à la sécurité, mandaté formellement à cette fin par le chargé de direction, la commission de surveillance et de coordination demandée en son avis, et désigné parmi l'adjoint au chargé de direction et les responsables d'unité.

La mesure de l'isolement temporaire ne peut être prise que pour des motifs graves dûment documentés. La durée de la mesure ne peut pas dépasser dix jours consécutifs.

Le mineur à l'égard duquel des mesures disciplinaires sont prises peut faire un recours contre les décisions y relatives devant le président de la commission de surveillance et de coordination. Appel peut être interjeté devant le juge de la jeunesse. Aucun recours n'est admissible contre la décision du juge de la jeunesse.

Les châtiments corporels sont formellement interdits.

Art. 10.– Le régime de sécurité comprend les mesures de sécurité suivantes:

- a) visites corporelles
- b) inspection des chambres individuelles et des dortoirs
- c) inspection des effets personnels des pensionnaires
- d) contrôle de la correspondance des pensionnaires
- e) retrait d'objets, de médicaments et de substances pouvant mettre en cause la santé ou la sécurité des pensionnaires, du personnel ou de tierces personnes
- f) fermeture à clé temporaire, de jour ou de nuit, de tout ou partie des dortoirs et des chambres individuelles.

Ces mesures ne peuvent être appliquées par le personnel du centre que sur ordre formel du chargé de direction ou d'un de ses délégués à la discipline et à la sécurité, mandaté formellement à cette fin par le chargé de direction, la commission de surveillance et de coordination demandée en son avis, et désigné parmi l'adjoint au chargé de direction et les responsables d'unité.

Les pensionnaires ne peuvent être fouillés que par des personnes de leur sexe. Les opérations sous a), b), c) et e) ne peuvent être faites que par deux agents au moins.

Art. 11.– Le placement d'un pensionnaire dans l'unité de sécurité requiert une décision formelle des autorités judiciaires conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

Toutefois, au sein de l'unité de sécurité, le nombre des pensionnaires placés ne peut pas dépasser douze.

La durée d'une mesure d'admission en unité de sécurité ne peut pas dépasser trois mois. Toute prolongation requiert une décision formelle des autorités judiciaires.

Art. 12.– Le centre veille à ce que tout pensionnaire

- soit inscrit dans une des classes de l'institut d'enseignement socio-éducatif ou dans un autre établissement scolaire
- ou exerce une occupation professionnelle hors du centre
- ou suive une mesure d'initiation professionnelle hors du centre.

A défaut d'instructions des autorités judiciaires compétentes, les décisions y relatives appartiennent au chargé de direction.

Art. 13.– Tous les frais médicaux en rapport avec les pensionnaires sont à charge du centre.

Art. 14.– Le cadre du personnel du centre comprend les emplois et les fonctions ci-après:

1) dans la carrière supérieure de l'administration:

- des psychologues,
- des pédagogues;

2) dans la carrière moyenne de l'administration:

- des assistants sociaux ou assistants d'hygiène sociale,
- des ergothérapeutes,
- des infirmiers gradués,
- des pédagogues curatifs,
- des éducateurs gradués,
- des éducateurs instructeurs,
- des rédacteurs;

3) dans la carrière inférieure de l'administration:

- des infirmiers psychiatriques,
- des infirmiers,
- des éducateurs,
- des expéditionnaires,
- des éducateurs instructeurs,
- des artisans,
- des gardiens,
- des concierges,
- des garçons de bureau;

4) dans la carrière moyenne de l'enseignement:

- des instituteurs spéciaux ou instituteurs d'enseignement spécial ou instituteurs;

5) dans la carrière inférieure de l'enseignement:

- des contremaîtres instructeurs.

Les carrières sous 1), 2), et 3) ci-dessus sont réglées, en ce qui concerne les différentes fonctions qu'elles comportent, le nombre des emplois des fonctions de promotion ainsi que les conditions et la forme des nominations, par les dispositions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat et de la loi du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat.

Le cadre prévu ci-dessus peut être complété par des chargés de cours, des stagiaires, des employés et des ouvriers de l'Etat suivant les besoins de service et dans la limite des crédits budgétaires.

Des fonctionnaires ou employés du ministère de la Famille et des fonctionnaires d'autres administrations peuvent être détachés à titre temporaire au centre. Des enseignants des différents ordres

d'enseignement peuvent être détachés au centre, pour des tâches complètes et partielles et à durée déterminée.

Les fonctionnaires du centre, détachés à titre définitif à d'autres administrations ou services, sont placés hors cadre et libèrent l'emploi qu'ils occupaient; ils peuvent avancer parallèlement à leurs collègues de rang égal ou immédiatement inférieur au moment où ces derniers bénéficient d'une promotion.

Art. 15.— L'instituteur et l'instituteur d'enseignement spécial sont soumis aux règles d'admission et de nomination prévues pour les fonctions correspondantes auprès de l'enseignement primaire ou de l'enseignement différencié. Ils peuvent être nommés à la fonction d'instituteur spécial s'ils sont détenteurs du certificat de perfectionnement ou du brevet d'enseignement complémentaire ou s'ils justifient d'une qualification personnelle obtenue par une expérience pratique d'au moins cinq années, dont une auprès des Maisons d'enfants de l'Etat ou du Centre socio-éducatif de l'Etat.

Sur sa demande, l'instituteur spécial, bénéficiant d'un classement au grade E4, a le droit d'être détaché à un lycée technique, s'il peut se prévaloir de dix années d'activité auprès du Centre socio-éducatif de l'Etat ou des Maisons d'enfants de l'Etat et s'il est âgé de quarante-cinq ans au moins.

Art. 16.— Les nominations aux fonctions classées au grade 9 ou E4 et supérieures sont faites par le Grand-Duc. Les nominations aux autres fonctions sont faites par le ministre de la Famille. Les nominations dans les carrières de l'enseignement sont faites sur avis du ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions.

Art. 17.— Sans préjudice de l'application des dispositions du statut général des fonctionnaires de l'Etat, les conditions d'admission, de nomination et de promotion aux fonctions prévues ci-avant ainsi que les modalités des examens sont déterminées par règlement grand-ducal.

Art. 18.— Lorsqu'un emploi d'une fonction de promotion n'est pas occupé, le nombre des emplois d'une fonction inférieure au grade de la même carrière peut être temporairement augmenté en conséquence.

Art. 19.— L'employé de l'Etat, détenteur du grade académique de psychologue, engagé le 1er mai 1994 et affecté au Centre socio-éducatif de l'Etat peut être nommé aux fonctions de psychologue à condition d'avoir réussi à un examen de qualification dont les conditions et modalités sont fixées par règlement grand-ducal.

Il est dispensé de la condition de stage et les périodes passées depuis le 1er mai 1994 lui sont bonifiées comme période de service intégrale tant pour le calcul du traitement que pour les avancements en traitement prévus par l'article 22, paragraphe II, point 9° de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Les dispositions de l'article 7, paragraphe 6 et de l'article 22, VI, paragraphe 1er, alinéa 1 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat ne sont pas applicables.

Art. 20.— Pour la durée de leur mission, le chargé de direction bénéficie d'une indemnité mensuelle non pensionnable de 30 points indiciaires, le responsable d'unité de l'institut d'enseignement socio-éducatif d'une prime de responsabilité mensuelle non pensionnable de 20 points indiciaires.

Art. 21.— Les articles 7, 8, 18 et 20 de la loi du 12 juillet 1991 portant organisation des centres socio-éducatifs de l'Etat continueront à servir de fondement juridique aux règlements d'application pris sous son empire.

Art. 22.— Est abrogée la loi du 12 juillet 1991 portant organisation des centres socio-éducatifs de l'Etat.

Luxembourg, le 29 avril 2004

La Rapportrice,
Marie-Josée FRANK

Le Président,
Jean-Marie HALSDORF

